

## **Coalition interagence sida et développement**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Pour relancer l'économie et assurer une croissance soutenue au Canada, il faut que l'économie mondiale soit forte. Le Canada, ayant surmonté les difficultés financières des dernières années beaucoup mieux que plusieurs de ses vis-à-vis du G8, est bien placé pour jouer un rôle de chef de file en continuant à aider ses partenaires des pays en développement, qui ont de plus en plus besoin d'une aide constante et suffisante de la part des pays donateurs. Pour la toute première fois dans les contrées aux revenus de faible à moyen, les investissements dans la lutte contre le VIH/sida ont été supérieurs aux dépenses internationales à ce chapitre. Il est encourageant de constater que les gouvernements réagissent à l'épidémie chez eux; mais il est tout aussi important que les pays donateurs maintiennent leur soutien à ces pays défavorisés, surtout en période de difficultés économiques. Malheureusement, entre 2010 et 2011, l'aide financière internationale au développement du Canada a diminué de 5 % en chiffres réels et va baisser encore en 2012. Nous prions le gouvernement canadien de la ramener immédiatement à son niveau antérieur plus élevé. De plus, nous lui demandons d'établir un échéancier pour respecter son engagement international de consacrer l'équivalent de 0,7 % de son revenu national brut à l'aide au développement, un objectif qui avait été accepté par toutes les parties concernées en 2005. Dans cette conjoncture économique difficile, il est essentiel de trouver des façons efficaces d'investir dans les ressources trop rares. Pour que les travaux de recherche et de développement portent fruit, il importe de maximiser les retombées de la collaboration internationale. Les Partenariats pour la mise au point de produits (PMPP) sont des organisations sans but lucratif mis sur pied pour accélérer la conception de nouveaux moyens de lutte contre le sida, la tuberculose, le paludisme et d'autres maladies dans des contextes où on manque de ressources. Ils coopèrent avec les entreprises pharmaceutiques qui ne seraient pas portées sans ces mesures incitatives à développer les produits par elles-mêmes. Normalement, un partenariat du genre gère les ressources et les ententes réunissant des organismes publics, privés ou philanthropiques pour accélérer la mise au point de nouveaux produits susceptibles de sauver et d'améliorer des millions de vies. Le Partenariat international pour les microbicides et l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida comptent parmi les regroupements du genre qui font des travaux de recherche et de développement en vue de trouver des nouveaux moyens de prévention du VIH.

#### **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

### **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre ?*

Les gens originaires de pays où le VIH est endémique (dont plus de 90 % proviennent d'Afrique ou des Caraïbes) demeurent surreprésentés par rapport à cette épidémie au Canada. Selon les estimations, le taux de nouvelles infections au VIH chez les gens en provenance de ces pays est au moins 8,5 fois plus élevé que chez les autres Canadiens. Or, les besoins des fournisseurs de services dans l'ensemble du pays changent suivant l'évolution des schèmes d'immigration. D'après l'Agence de la santé publique du Canada, en 2011, près de la moitié des Noirs au Canada habitaient dans la région métropolitaine de Toronto, suivie par Montréal avec 4 % des Noirs au pays. À mesure que l'immigration augmente dans les provinces de l'Est et de l'Ouest, les fournisseurs de services partout au pays ont besoin de ressources adéquates et d'une bonne formation pour pouvoir offrir des moyens de prévention, des soins médicaux et des services de soutien tenant compte des spécificités culturelles propres aux immigrants venus d'Afrique et des Caraïbes. Ces deux initiatives locales requièrent un financement, au même titre que d'autres mécanismes nationaux qui permettent aux fournisseurs de services d'échanger leurs ressources, leur expertise et leurs conseils au sujet des pratiques exemplaires.

### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada ?*

À la fin de 2008, il y avait semble-t-il au total environ 65 000 (entre 54 000 et 76 000) personnes au Canada souffrant d'une infection au VIH (y compris le sida), une hausse de 14 % par rapport aux estimations de 2005. Or, la productivité de la main-d'œuvre au Canada dépend de l'état de santé des Canadiens. Avec des soins, des traitements et un soutien adéquats, les gens atteints du VIH peuvent mener une existence longue et productive. Le gouvernement fédéral doit prendre des mesures pour aider les groupes communautaires à mettre en œuvre des programmes de prévention, de soins, de traitements et de soutien. Bien que les programmes du genre soient nécessaires partout au pays et pour les différentes tranches de la population, il faut accorder une attention particulière au financement des services destinés aux Autochtones dans l'ensemble du Canada. En effet, en 2008, le taux de VIH chez les Autochtones était environ 3,6 fois plus élevé que chez les autres Canadiens. Et bien que les Autochtones ne représentent que 3,8 % de la population canadienne, ils comptent pour 8 % des personnes atteintes du VIH et du sida; et environ 12,5 % des nouveaux cas de VIH et de sida diagnostiqués au Canada en 2008 touchaient des Autochtones (Agence de la santé publique du Canada, *Rapport sur la situation du VIH/sida selon les groupes de la population*, 2012). En outre, les Autochtones contractent la maladie plus tôt que les autres Canadiens. Ils sont plus susceptibles d'attraper le VIH et le sida à cause de divers facteurs et paramètres sociaux déterminants pour la santé. Mentionnons par exemple la pauvreté, les logements insalubres et l'itinérance, un développement perturbé durant la petite enfance, le milieu physique, le manque d'accès aux services de santé, l'absence de réseau de soutien et l'entourage social, le sexe, la violence et, pour ce groupe ethnique en particulier, le racisme et les séquelles multigénérationnelles du colonialisme et de l'éducation dans les pensionnats. L'exemple des pays défavorisés nous a montré les effets dévastateurs que le VIH et le sida peuvent avoir sur la productivité, puisque l'épidémie affecte surtout les segments les plus productifs de la société. L'impact disproportionné du VIH sur les Autochtones canadiens risque de nuire à la productivité de secteurs en émergence et de régions entières du Canada. Le gouvernement fédéral doit renforcer son initiative pour lutter contre le VIH/sida au Canada afin d'atténuer les méfaits de cette maladie sur la productivité.

## 5. Autres défis

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Le Canada doit relever le défi de résoudre ses problèmes internes tout en continuant à contribuer aux efforts internationaux. Notre gouvernement a intérêt, tant sur la scène nationale qu'internationale, à investir encore dans les efforts de prévention des maladies, qui permettent de sauver des vies et de l'argent à long terme. Il est urgent de trouver de nouvelles possibilités de prévention du VIH chez les femmes, dont des microbicides et des vaccins. Les méthodes de prévention comme les condoms et l'abstinence ne sont pas toujours des solutions réalistes pour elles, surtout les femmes mariées désireuses d'avoir des enfants, ou celles qui risquent d'être violentées sexuellement. Le Canada a été un ardent partisan de la mise au point de nouvelles technologies de prévention du VIH. Entre 2005 et 2009, il a alloué 30 millions de dollars au Partenariat international pour les microbicides, et entre 2000 et 2009, 82 millions de dollars pour l'Initiative internationale de vaccin contre le sida. Nous prions le gouvernement du Canada de renouveler son appui aux instituts de recherche internationaux qui ont un bon bilan en la matière et la capacité de rassembler les ressources globales nécessaires, à la fois financières, technologiques et scientifiques. Pour que les recherches en vue de mettre au point des nouveaux moyens de prévention portent fruit, il est indispensable de financer constamment les initiatives internationales en ce sens, et que les pays riches assument leur part des responsabilités globales. Les succès du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ne laissent aucun doute : 3,6 millions de personnes suivent un traitement antirétroviral et 9,3 millions un traitement contre la tuberculose, tandis que 270 millions de moustiquaires pour lits contre le paludisme ont été distribués. Ce fonds international, fruit d'un partenariat entre les gouvernements, la société civile, les entreprises privées et les collectivités touchées, représente ce qu'on appelle souvent la « norme d'or » pour le financement international en santé. Cet organisme œuvre en fonction de la demande selon un modèle basé sur le rendement, qui s'est révélé efficace mais qui devient de moins en moins viable financièrement. Nous prions le gouvernement du Canada de lui maintenir son soutien. Pour la première fois dans les pays aux revenus faibles ou moyens, les investissements nationaux dans la lutte contre le VIH/sida ont dépassé les dépenses internationales correspondantes. C'est un constat encourageant, mais il est tout aussi important que les pays donateurs continuent à aider financièrement les pays en développement. La contribution accrue du Canada à ce fonds international était la bienvenue, et nous souhaitons qu'elle augmente encore pour la prochaine période de renouvellement de 2013 à 2016.